

Crise financière oblige, nous ne pouvons nous contenter ici de nous regarder le nombril et de ne parler que du Congrès du Parti Socialiste.

En effet, bien plus qu'une secousse supplémentaire dans le système financier mondial, cette crise marque la fin d'une ère vieille de quelques 30 ans, celle d'un capitalisme dérégulé et aveugle, dans lequel la finance augmente autant que la pauvreté. Ce système est aujourd'hui obligé de se modifier, au risque de se briser dans un fracas assourdissant. Bonne nouvelle ? Nous ne le croyons pas. Souvent, rien de bon ne sort du chaos. Souhaiter la chute d'un système sans penser une alternative serait une erreur grave. Alors que faire ?

D'abord, analyser la crise correctement. Plusieurs lectures, moralisatrices, accusant quelques financiers, ou fatalistes, nous semblent déjà à évacuer. Il s'agit d'une crise de fond, du système capitaliste incapable pour le

coup de se réguler par lui-même. D'où l'appel par ailleurs aux Etats, comme béquille bien utile en cas de soucis... Mais le risque de ces visions est aussi que les mêmes recettes soient ensuite conservées, en ayant juste changer de cuistot. Par ailleurs la droite, si prompt à ce type de critiques, oublie un peu vite qu'elle est en grande partie responsable de cette crise. Entre la dérégulation bancaire des années 80, l'incitation à de plus en plus de crédits à risque, y compris aux plus pauvres et le tassement général des salaires, les ingrédients sont depuis longtemps égrainés. Le point de départ est tout de même, nous le rappelons dans le dossier, la gestion aveugle de l'accession à la propriété des républicains américains.

Alors une lecture attentive de la crise, certes, ne suffit pas. Les réponses doivent venir de notre camp, et vite. L'espace politique libéré par cette crise, infligeant un coup très dur au néolibéralisme tel

que mis en place depuis les années 80, pourrait être rempli par des forces populistes, protectionnistes. Sarkozy l'a d'ailleurs bien compris, s'empressant de contredire une vie entière d'action politique en un discours pour sauver la face et reprendre la main. Nous devons, nous, porter un discours d'alternative à l'ordre économique actuel, et non simplement aux seuls aspects financiers qui, s'ils sont primordiaux, n'expliquent pas à eux seuls la crise actuelle. Nous devons surtout éviter de ressortir les vieilles solutions poussiéreuses. Non pas pour nous «droitiser», mais justement pour prendre en compte une réalité : les petites frontières françaises ne pourront plus très longtemps nous protéger. Notre destin est maintenant lié à celui du monde, nous le savons. A nous de nous emparer de cette nouvelle donne afin de ne pas laisser filer cette occasion.

PAR VALENTIN SAUMIER

LES SOCIALISTES EN EUROPE | PAGE 2

Succès de l'extrême droite en Autriche

NOUVELLES DU MONDE | PAGE 3

L'Italie, l'Afrique du Sud et les Etats- unis

LE DOSSIER | PAGE 4 & 5

La crise économique : Dans l'oeil du Cyclone.

ECLAIRAGE D'ACTU | PAGE 6

EDVIRSP remplace EDVIGE !

PROMESSES TENUS ? | PAGE 7

Réduire les impôts pour aller chercher la croissance avec les dents ?

CHEZ NOS AMIS CAPITALISTES | PAGE 8

C'est la crise !!!!

ILS ONT DIT... | PAGE 9

Palinades américaines



LES SOCIALISTES EN EUROPE

PAR FLORA KREMER

SUCCÈS DE L'EXTRÊME DROITE EN AUTRICHE



Dimanche 28 septembre, 3 Autrichiens sur 10 ont voté pour des responsables politiques xénophobes, populistes et anti-européens. Simple vote de défiance ou forte montée du nationalisme ?

Les résultats des élections législatives en Autriche ont réveillé de mauvais souvenirs. En 1999, le parti conservateur autrichien (l'ÖVP) avait dû s'allier avec la formation de droite radicale de Jörg Haider (la FPÖ) forte de 26% des voix ce qui avait alors entraîné des sanctions de la part de l'UE.

Ces élections anticipées surviennent alors que la coalition formée entre le parti conservateur et les sociaux démocrates (SPÖ) n'a été qu'une succession de combats et de crises entre les deux formations. Cet immobilisme a fait les choux gras des deux formations d'extrêmes droite, FPÖ et BZÖ (respectivement parti de Heinz Christian Strache et Jörg Haider) qui totalisent à eux deux plus de 29% des voix. La SPÖ qui reste la première force politique avec un score de 29% des voix, connaît un des ses plus mauvais résultats à l'échelle nationale depuis 1918. Cette courte victoire s'est jouée sur fond de populisme où la droite radicale s'est appuyée sur la vague eurosceptique en promettant notamment la soumission de tous les futurs traités européens à un référendum.

La seule solution pour obtenir la majorité serait une nouvelle alliance avec l'ÖVP mais cette nouvelle coalition n'aurait pas le droit à l'erreur car si une fois de plus elle échoue à s'entendre, cela fera de nouveau le jeu de l'extrême droite renvoyant dos à dos les partis au gouvernement. Ces deux partis ont réussi à capter l'électorat populaire mais aussi 25% des jeunes autrichiens (qui ont fait le choix de voter pour deux partis faisant campagne sur des thèmes sociaux comme la lutte contre la vie chère ou le chômage).

Les sanctions mises en place par l'UE en 2000 n'ont pas montré leur efficacité, d'une part parce qu'il n'est pas tout fait faux de penser que cela donne du grain à moudre à l'extrême droite pour se poser en victime et d'autre part il faudrait que ces sanctions soient appliquées partout : que dire sur le cas de l'Italie lorsque des ministres du gouvernement de Berlusconi appartenant à la Ligue du Nord s'avisent de demander que la marine italienne tire à la canonniers sur des embarcations de clandestins ?

Mais surtout on assiste depuis quelques années à un retour du populisme et de l'extrême droite en Europe, au Danemark, en Italie, en Belgique, aux Pays Bas, en France. La commission européenne a fait profil bas à l'annonce des résultats et s'est contentée d'appeler au respect du vote des électeurs Autrichiens.

Le temps de la social-démocratie semble en déclin dans l'Europe des Vingt sept où seuls sept pays possèdent un gouvernement de gauche.

Il est urgent que la gauche redonne confiance aux citoyens en l'Europe, elle a du travail d'ici les élections européennes de 2009 qui seront une étape fondamentale pour la relance d'une union bloquée par ses divisions.



BERLUSCONI ATTISE TENSIONS ET PRÉJUGÉS ENVERS LES ROMS.

Le projet de surveillance des citoyens roumains sur le territoire italien illustre la radicalisation de la droite conservatrice italienne. Il rappelle aussi la proximité idéologique de ses différents dirigeants européens, renforcée après l'adoption de la tristement célèbre « directive retour » au parlement de Bruxelles. La technique du fichage ethnique envisagé là bas fait écho à l'adoption des tests ADN ici, il renforce l'essentialisme et les stéréotypes à l'égard des populations étrangères, sous couvert d'être mis en place par des « techniciens de l'immigration » comme le présente M. Marini. Cette méthode de fichage, présentée dans le concept très « marketing » d'« ethnic profiling » revient à recenser les populations en fonction d'une supposée appartenance « ethnique » de ceux que l'on rejette d'abord en raison de leur pauvreté.

BATAILLE AU SEIN DE L'ANC :

LA STABILITÉ POLITIQUE DE L'AFRIQUE DU SUD ET DE LA RÉGION
SONT EN JEU.

La mise à l'écart de Thabo Mbeki, poussé à la démission par son propre parti le 20 novembre, renforce les tensions à l'approche de l'élection présidentielle, dans une région qui n'en avait pas besoin. La rivalité entre Mbeki et Jacob Zuma recouvre alors les tensions qui existent entre les libéraux et les marxistes, regroupés au sein du même parti après la victoire collective face au régime raciste de l'appartheid. Le risque d'une scission de l'ANC semble réel, ce qui rendrait encore plus complexe la négociation laborieuse entre Morgan Tfangirai et Robert Mugabe au Zimbabwe voisin.

BARACK OBAMA 2 - JOHN Mc CAIN o.

C'est le résultat des deux premiers débats de la campagne présidentielle. La crise financière a mis à jour les décisions dramatiques prises par les républicains depuis la victoire de George W. Bush en 2000. Tant sur le plan économique, avec l'épuisement des théories se fondant sur le ruissellement de la richesse des milliardaires jusque dans les ghettos, que dans le domaine de la politique étrangère avec l'enlisement dans le conflit non justifié en Irak, la facture est aujourd'hui terrible. Et les républicains le payent politiquement, après la Floride et le Colorado, c'est au Nouveau Mexique, dans l'Ohio, le Michigan et le Wisconsin, qu'Obama est en tête dans les intentions de vote. Cette percée des démocrates ne doit pas nous aveugler, à un mois de l'élection, tout reste encore à faire, et la nouvelle stratégie de Mc Cain risque de laisser des traces. Battu sur le terrain des idées et dans le débat politique, il n'a plus rien à perdre et semble décider à lancer une campagne d'attaques personnelles sur tous les fronts, en espérant qu'elles finiront par entacher l'image du candidat démocrate. Les démocrates doivent maintenant garder les nerfs solides et maintenir l'attention sur les vrais enjeux de cette élection décidément cruciale dans le contexte actuel



LA CRISE : DANS L'OEIL DU CYCLONE

Pendant quelques mois, c'était le mirage : la crise était américaine, de l'autre côté de l'océan, pas notre problème, elle allait contourner l'Europe comme le nuage de Tchernobyl devait s'arrêter à la frontière. Et maintenant, le réel est de retour, et ce n'est pas beau à voir.

Retour sur les mécanismes internes de cette crise sans précédent.

LE POINT DE DÉPART : LA CRISE DES SUBPRIMES.

Si la crise est partie des Etats Unis, c'est parce que le problème des crédits à haut risque a été particulièrement développé outre-Atlantique. Les salaires étaient faibles, les logements étaient chers, mais le secteur de la pierre marchait fort. Une idée a priori généreuse se développe : il faut permettre aux plus pauvres d'accéder au crédit, même si ils n'ont pas les garanties nécessaires pour le faire. Puis les premiers problèmes sont apparus lorsque les familles endettées n'ont pas pu rembourser leur emprunt, face à l'augmentation permanente des mensualités. Résultat des courses, des milliards de dollars de pertes pour les organismes de crédit américains, la chute des prix de l'immobilier. Et le pire est peut-être à venir, après 1 an d'enlisement, la baisse du prix des logements et la crise économique menacent une autre famille de crédit, les Alt-A, normalement un peu moins risqués, mais qui pourraient aussi engloutir jusqu'à 600 milliards de dollars dans la période à venir. Après avoir voulu construire « une société de propriétaires », la droite conservatrice s'apprête à laisser le monde sur la paille.

LA CONTAGION DE LA FINANCE : JUSQU'OU ? JUSQU'À QUAND ?



crédit, la crise s'est étendue à tout le système financier international. Les grandes banques américaines d'abord, on achetées et vendues, des produits financiers très complexes, comprenant des créances issues des subprimes. Lorsque les familles américaines ne peuvent plus rembourser, tous les intermédiaires de la chaîne subissent le choc, y compris ceux qui ne savaient pas que ce qu'ils avaient acheté était très risqué. C'est de cette façon que les banques européennes, qui ont fait aveuglément confiance aux banques américaines, se retrouvent avec de très lourdes pertes sur les bras, dont elles ne connaissent parfois pas le montant. Le risque de faillite des banques est donc réel, aux Etats Unis, en Europe et ailleurs dans le monde. Dans ces circonstances, ces banques ne veulent plus prendre de risque supplémentaire, elles refusent de se prêter de l'argent entre elles, ainsi qu'aux



entreprises et aux particuliers. Après être passé de la sphère réelle à la sphère financière, le boomerang de la crise revient dans l'économie réelle.

LES CONSÉQUENCES RÉELLES :

Au delà du risque de faillite des banques, le manque de crédit va handicaper les salariés comme les entreprises. Comme le pouvoir d'achat n'augmente pas, la seule façon de soutenir la consommation passe par le crédit, lorsque le crédit n'est plus possible, la consommation s'effondre, provoquant la récession, c'est à dire deux trimestres de suite durant lesquels le produit intérieur brut diminue. Les Etats Unis et de nombreux pays d'Europe sont déjà en récession, et les prévisions les plus optimistes tablent sur une reprise à la fin de l'année 2009, au mieux !

Nous sommes maintenant au courant des difficultés à venir, plus personne ne peut les nier et surtout pas Christine Lagarde. Elles concernent l'ensemble du monde et nous obligent à mettre en place rapidement de nouveaux dispositifs de solidarité, pour nous protéger collectivement, le plus efficacement possible, des conséquences de la crise en terme de chômage, de pression sur les salaires, de difficultés de financement des systèmes existants de protection sociale.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Nicolas Sarkozy voit dans la crise économique une opportunité politique. Il tente de noyer les conséquences désastreuses de ses décisions dans le fiasco général en appelant à l'unité nationale alors que nous ne sommes pas en temps de guerre et que le problème est international. Il appelle ensuite à moraliser le capitalisme, mais la crise n'est pas un problème moral, il ne concerne



pas quelques coupables mais tout un système qui s'est développé dans l'ombre à l'aide des néoconservateurs. Dans sa communication, il apporte une vision simpliste et fautive, séparant artificiellement les problèmes de la finance des problèmes de l'économie. Et c'est également la tentation d'une partie de la gauche, qui se frotte les mains en voyant les Etats intervenir de nouveau, mais pour le moment, ce sont les riches qui sont sauvés par la puissance publique. Et la finance est inséparable de l'activité économique, comment pourrions nous relancer le système économique si nous n'avons pas un système de financement en état de fonctionnement ?

Il faut faire table rase, dépasser les vieilles recettes et refonder le système. Pas en le régulant, mais en le réglant. Pas en espérant la baisse du prix du pétrole, mais en développant les énergies renouvelables. Pas en comprimant les salaires, mais leur redonnant leur place centrale dans le développement de l'économie. Pas à travers une réponse nationale, mais à grâce à des projets européens avec les pays émergents en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud. Dans le contexte actuel, le congrès du parti socialiste prend une nouvelle importance, il doit nous amener, en France comme en Europe, à changer notre manière de penser, notre manière de faire. Il doit ouvrir des perspectives réalistes et sérieuses, basées sur un constat lucide, pour redéployer une protection sociale efficace face aux conséquences de la crise.



QUAND EDVIRSP REMPLACE EDVIGE... ...OU COMMENT NOYER UN POISSON DANS DE L'EAU !

PETITE REMISE EN SITUATION :

Dans un décret du 1er juillet 2008, le gouvernement instaurant un nouveau fichage des citoyens. Ce fichier, baptisé EDVIGE, pour Exploitation documentaire et valorisation de l'information générale, se fixait alors pour objectif de recenser toute personne « ayant sollicité, exercé ou exerçant un mandat politique, syndical ou économique ou qui joue un rôle institutionnel, économique, social ou religieux significatif ». Sans exception, toutes les personnes engagées dans la vie de la cité étaient donc visées, et ce dès l'âge de 13 ans !

Il permettait de compiler toutes les notes de renseignements telles que : état civil, photographie mais aussi fréquentations, comportement, déplacements, appartenance ethnique, vie sexuelle, opinions politiques, philosophiques, religieuses, appartenances syndicales et associatives ...

Après une levée de boucliers de la part de nombreux associations, notamment antiracistes, le président Sarkozy intervenait pour demander à la ministre de l'intérieur, Michelle Alliot-Marie « d'ouvrir rapidement une concertation » qui devra être « suivie de décisions pour protéger les libertés ». Taclant au passage tout le gouvernement : « Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'Edvige aurait pu être mieux expliqué. »

De cette intervention, est sortie une nouvelle version d'EDVIGE, désormais volontairement



imprononçable : EDVIRSP (Exploitation documentaire et valorisation de l'information relative à la sécurité publique). Des restrictions ont été faites, on ne peut désormais plus en théorie enregistrer des données sur la vie sexuelle ou la santé. Mais des problèmes subsistent, dans le fait notamment qu'on laisse enregistrer des données sur les origines « raciales » ou ethniques, les opinions philosophiques, politiques ou religieuses et l'appartenance syndicale bref, tout ce qui est censé avoir été retiré avec la disparition du fichage des personnes sollicitant un mandat et qui revient ainsi en catimini.

La deuxième version d'EDVIGE, EDVIRSP, reste par conséquent encore une question d'actualité, relevant d'une volonté proprement scandaleuse de fichage des citoyens, en particulier les forces militantes. Le combat continue...



RÉDUIRE LES IMPÔTS

POUR “ALLER CHERCHER LA CROISSANCE AVEC LES DENTS” ?

Pour Nicolas Sarkozy et l'UMP, les choses étaient très claires pendant la campagne présidentielle. Il suffisait de baisser les impôts pour redonner du pouvoir d'achat aux français, et pour relancer efficacement l'économie. Plus d'un an après, le constat est sévère, hélas nous n'en doutions pas. Après plusieurs tentatives obscures de masquer la réalité de la situation économique du pays, les chiffres tombent. La croissance n'est pas là, après avoir été qualifiée de « molle », elle est maintenant « négative » pour la ministre de l'économie qui pousse la stratégie de l'autruche jusqu'à nier l'évidence d'une récession qui frappera la France, comme les Etats Unis et les autres pays européens. Et les réductions d'impôts alors ? Le paquet fiscal d'abord, supposé produire un « choc de confiance », n'a profité qu'à une infime minorité (0,04%) des français selon un rapport commandé par la commission des finances de l'assemblée nationale. C'est encore une plus petite part de cette minorité de citoyens qui obtient plus de 80% des exonérations accordées. En période de crise économique et financière, il est plus que jamais temps de revenir sur cette mesure injuste et inefficace, n'ayant pas amélioré la situation économique du pays et nous privant de moyens précieux pour lutter contre la récession.

Au coeur de la contradiction, la mise en place d'une nouvelle taxe de 1,1% sur les revenus du patrimoine pour financer le RSA remet en cause les choix fiscaux de l'année précédente. Dans le même temps, la pression à la baisse sur les salaires est maintenue, l'impôt vient compenser ce qui ne sera plus versé par les entreprises, comme c'est déjà trop souvent le



cas pour les cotisations sociales.

Dans la continuité du paquet fiscal, la « réforme » de la dotation de solidarité urbaine dévoile l'absence de réflexion sur les inégalités entre les villes et l'abandon des ghettos à leur propre sort. Ce sont 59 millions d'euros qui vont manquer pour les projets de 80 des villes les plus pauvres d'île de France dans lesquelles vivent plus de 2 millions de personnes. Bientôt trois ans après les émeutes de novembre 2005, la solidarité avec la banlieue est au plus bas et les promesses du gouvernement sont au point mort.

Il faudra renoncer à la rigueur sous peine d'aggraver la récession, la politique de l'autruche d'un gouvernement qui dresse des budgets sur des prévisions de croissance totalement surréalistes pour les années à venir n'a pas d'issue.



CHEZ NOS AMIS CAPITALISTES

PAR THOMAS LUQUET

C'EST LA CRISE !!!!

Hier encore je croyais, comme d'autres, que Nicolas Sarkozy était un libéral, quelqu'un qui croyait que le système économique américain était le meilleur du monde. Et bien pas du tout, il nous annonce qu'il est de gauche.

A Toulon, notre président a déclaré : «On a financé le spéculateur plutôt que l'entrepreneur. On a laissé sans aucun contrôle les agences de notation et les fonds spéculatifs. [...] C'était une folie dont le prix se paie aujourd'hui !»



DISCOURS DE TOULON

La j'entendais John Maynard Keynes dans le corps de Sarkozy. Et puis... Et puis je me suis dit que ils nous avait déjà fait le coup du «j'ai changé»...

Pour la crise économique international Sarkozy propose essentiellement trois choses : Continuer à libéraliser «avec courage» la France (la casse des 35 heures, et la réduction du nombre de fonctionnaires français.), garantir la continuité du système bancaire et financier français par l'Etat et interdire les Golden-Hello et les Golden-Parachutes. (Avant d'abandonner courageusement cette dernière idée). La première critique qui saute aux yeux c'est l'aspect franco-français de ces méthodes, la seconde c'est qu'elles ne calmeront en rien la crise financière.

Chez nos amis les capitalistes, la question de la crise est aussi prise très au sérieux.

Depuis une dizaine d'années les traders, banquiers et autres capitalistes ont investis dans des produits financiers qui ne servaient pas l'économie réelle mais

les banques elles mêmes.

Pendant des années ces personnes on empoché énormément d'argent sur un système dangereux ne se souciant jamais des conséquences dans le long terme, et encore moins des risques pour les salariés. Pour en finir avec la notion de «risque», les traders en eux même n'assument jamais les conséquences de leurs actes : même si ils se trouvent aux chômage, quand ils font perdre des milliards d'euro à leur banque, ils ne remboursent jamais l'argent. Pile je gagne, Face tu perds, et nous subissons les conséquences.

Finissons sur une note d'humour (noir), quand une journaliste interroge Alex Miller - Ancien de PDG de Dexia, banque belge et luxembourgeoise sauvée sur le fil par les Etats Européens - a propos de son parachute doré de « 3000 Euros » (lapsus) celui ci ce marre. En effet il devait toucher deux ans de salaire soit 3 millions d'euros. En ajoutant «on est pas a la RTBF (Télévision National belge) Madame». Heureusement pour nous, il a du y renoncer, il rigole peut être un peu moins maintenant.



PALINADES AMÉRICAINES

On aurait pu s'en réjouir. Une femme briguant la vice-présidence de la première puissance mondiale, cela est un symbole fort. On aurait pu s'en réjouir... On aurait pu, si Sarah Palin n'avait pas aligné des énormités à la hauteur... des icebergs alaskais.

Dieu est décédé partout. En plus d'avoir suggérer la mission en Irak, il aurait permis la coexistence des hommes et des dinosaures. Cette façon de réinventer l'Histoire serait drôle... si Sarah Palin n'était pas en mesure d'accéder aux plus hautes responsabilités américaines. La « bravitude » française avait pu être moquée dans notre pays... et pourtant, en analysant Sarah Palin, fou du roi des républicains, cet excès sémantique nous paraît bien secondaire.

Il y a quelques jours à peine, elle a également affirmé qu'étant gouverneur de l'Alaska, état américain le plus proche de la Russie, elle était en position idéale pour répondre aux questions internationales. En réfléchissant à la théorie Palin, je me mets alors à regretter de ne pas avoir eu un oncle sri-lankais, vu le développement économique de l'Inde et de la Chine, car mon avenir dans le CAC 40 aurait été assuré !



Ces palinades, aussi loufoques qu'inquiétantes, sont belles et bien réelles et seront peut-être les discours de demain. Loin de n'être que des erreurs de vocabulaire, ils reflètent bien les pensées nauséabondes de Sarah Palin. Fer de lance du créationnisme, la colistière de John Mc Cain représente la droite ultraconservatrice, considérant par exemple l'avortement comme un crime. Les Etats-Unis, dont l'image a déjà été largement ternie par Georges Bush, n'ont pas besoin de candidats réac, complètement dépassés par les évolutions de la société, au risque que le fossé se creuse davantage avec les autres pays. Notre monde va devoir se confronter à des problématiques majeures dans les prochains mois : changements climatiques, relations internationales tendues, sans parler de la crise financière... Autant de sujets qui n'ont pas besoin de phrases légères et autres palinades. Autant de sujets qui ont besoin de réelles propositions sérieuses et réfléchies. Alors, Madame Palin, si vous voulez (enfin) dire quelque chose d'intelligent... appelez au vote pour Barack Obama !